France Universités

Communiqué de presse

Paris, le 10 novembre 2026

Menaces et insultes à l'encontre des présidentes et présidents d'université : cela suffit !

Alors que des locaux universitaires sont bloqués, occupés et parfois lourdement dégradés, les cheffes et chefs d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont au quotidien de plus en plus la cible d'insultes et de menaces pouvant aller jusqu'à des menaces de mort.

Quelques rappels sont tout d'abord nécessaires. Les présidents et les présidentes d'université, qui sont élus, ne sont pas des fonctionnaires nommés par une autorité qui leur serait supérieure. Ils et elles sont en charge de la mise en œuvre des politiques publiques de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il leur appartient, par leur fonction, de garantir la sécurité des personnes et des biens. Les présidentes et présidents ont aussi la responsabilité de préserver la liberté académique et la liberté d'expression, dans le respect des lois de la République. Elles et ils doivent aussi assurer la continuité du service public : celui de la recherche, dont on sait que l'interruption peut, dans certains domaines, générer des pertes scientifiques irréparables, et celui de l'enseignement, dont dépend la transmission des savoirs ou, si l'on préfère, le recul de l'ignorance.

Au risque de déplaire, les présidentes et les présidents sont donc responsables de la sécurité des installations dont ils ont la charge et, le cas échéant, de leur évacuation par les voies qu'ils jugent appropriées à l'urgence des situations et à l'irresponsabilité de certains occupants. L'ampleur des dégâts et les coûts de réparation qu'ils vont occasionner montrent bien que ce risque n'est pas virtuel.

Au risque de déplaire encore, il leur appartient de veiller à la qualité des formations et des diplômes qu'ils délivrent. Là où le semestre a été perturbé, il leur revient d'adapter les modalités de contrôle des connaissances, tout en restant garants d'une qualité dont dépend l'accréditation de leur établissement à délivrer des diplômes nationaux. Le sujet n'est pas seulement technique ou juridique ; il ne se réduit pas à la seule question de passer ou non en distanciel. Il en va aussi de la crédibilité même des universités, dont font peu de cas les défenseurs du « semestre blanc » ou, pire, du « dix améliorable ». Les mêmes font aussi bien peu de cas des étudiantes et étudiants les plus fragiles, a fortiori de celles et ceux qui viennent de débuter leur première année après le bac.

Sans doute n'y a-t-il pas une réponse unique, car la situation des établissements est loin d'être la même partout et dans toutes les composantes. C'est l'honneur des présidentes et des présidents d'arbitrer entre les possibles. Mais c'est le déshonneur de ceux qui les insultent ou les menacent que d'essayer de réduire leur fonction à une administration exécutante, et qui, finalement, font semblant de se préoccuper de l'université. Ceux-là en veulent la disparition, à l'instar de tous les partisans de l'obscurantisme.

Il est urgent de refinancer les universités pour qu'elles puissent assurer dignement les missions qui leur sont confiées. Mais il faut aller plus loin dans les prochains mois : les états généraux de la jeunesse dont France Universités n'a de cesse de réclamer la tenue doivent permettre de remettre les vraies questions au cœur des enjeux. Cette opportunité de clarification ne peut attendre le débat des élections présidentielles, d'où, pour l'heure, n'émergent pour l'université que des propos opportunistes ou, pire, réactionnaires dans la pleine acception du terme.

À propos de France Universités

France Universités est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique, inscrite dans le code de l'éducation. Elle rassemble les présidentes et présidents des universités et établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, dont elle porte la voix et les valeurs dans la société. France Universités est également force de proposition dans le débat public et politique, auprès des décideurs, des réseaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales.

Contact presse :

Bastien Florenty

Chargé des relations presse à France Universités

bastien.florenty@franceuniversites.fr

06 64 06 69 36